

# RECENSEMENT DES ÉVACUATIONS FORCÉES DE LIEUX DE VIE OCCUPÉS PAR DES ROMS (OU DES PERSONNES DÉSIGNÉES COMME TELLES) EN FRANCE

---

(ANNÉE 2015)

## 1. Résumé

### **Situation indigne, inhumaine et dégradante**

Durant l'année 2015, 11 128 personnes se sont faites évacuées de force par les autorités de 111 lieux de vie. 410 personnes ont dû quitter cinq lieux de vie faisant suite à un incendie. Ces chiffres indiquent que 60 % des personnes recensées occupant des bidonvilles ont été évacuées de force durant l'année 2015, dont la moitié durant les mois de l'été.

Il y eut 76 évacuations forcées faisant suite à une assignation devant les tribunaux par les propriétaires des terrains ou des squats, 31 faisant suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par la mairie ou le préfet et quatre abandons de bidonville par les personnes elles-mêmes, sous la menace d'une évacuation forcée imminente. Sur les 111 évacuations effectuées par les autorités, des solutions d'hébergement temporaires n'ont été proposées que 29 fois. À la suite des 82 autres évacuations, les familles ont été tout simplement mises à la rue par les forces de l'ordre. Durant les cinq évacuations faisant suite à un incendie, il y a eu deux solutions d'hébergement d'urgence mises en place.

Depuis le début de l'année, la région Ile-de-France continue de concentrer 62 % des personnes évacuées.

L'analyse des terrains selon le type de propriétaire montre que pratiquement 80 % des terrains évacués de force sont publics et, de plus, seuls 5 % de ces terrains publics font l'objet d'un projet justifiant cette évacuation. Comme la répartition de l'occupation des terrains privés ou publics est plus ou moins égale, on voit qu'on a beaucoup plus de chances d'être évacué quand on occupe un terrain public. Ces évacuations forcées sont donc l'expression d'une volonté politique de rejet émise par un ensemble d'autorités étatiques. Nous assistons donc bien à une discrimination systémique de la part de l'État vis-à-vis de ces populations. Ceci démontre aussi que cette politique d'évacuation forcée systématique n'est pas mise en place pour défendre la propriété privée (prétexte souvent employé), puisque les propriétaires sont publics dans la très grande majorité des cas.

Nous considérons que la circulaire du 26 août 2012 n'est plus qu'une lettre morte.

Les condamnations internationales à l'encontre de la France sont lourdes et claires, comme celles du haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, du Comité des droits de l'Homme des Nations unies, du commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe.

« *Il apparaît de plus en plus clairement qu'il existe une politique nationale systématique d'expulsions de force des Roms* », a dit le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> « Zeid Ra'ad Al Hussein exhorte la France et la Bulgarie à arrêter les expulsions forcées de Roms », Centre d'actualités de l'ONU, Genève, 11 septembre 2015.

Cette politique d'expulsions est indigne car elle ne fait qu'aggraver la situation de précarité de ces personnes ; elle est inhumaine car elle jette des familles, des femmes et des enfants à la rue ; elle est dégradante car, depuis déjà des années, ces personnes sont inlassablement pourchassées, d'expulsion en expulsion, sans aucune proposition de solution alternative de relogement.

D'autre part, nous observons que le Conseil d'État a condamné l'État à rendre la « jungle » de Calais (où vivent 6 000 migrants) plus digne « *pour "faire cesser les atteintes graves" portées "aux libertés fondamentales des migrants se trouvant sur le site"* ». Cette décision devrait faire jurisprudence.

Ce n'est donc pas seulement pour les Roms, mais pour l'ensemble des populations vivant dans une extrême précarité que nous demandons la suspension des expulsions systématiques, la sécurisation des bidonvilles et leur assainissement, la mise en place de solutions adaptées pour l'insertion des familles à travers le droit commun et ceci avant toute expulsion, pour toutes les familles et sur tout le territoire. Le suivi de ces politiques devrait être organisé dans le cadre d'un dialogue permanent entre les pouvoirs locaux (communes, collectivités territoriales), les autorités régionales et nationales et les acteurs publics et associatifs actifs dans les bidonvilles.

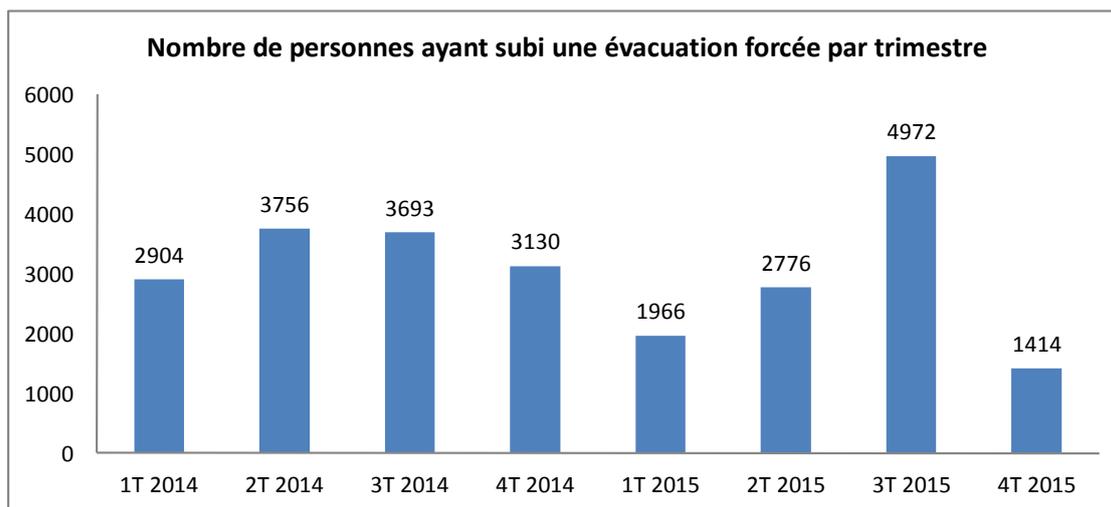
**Remarque :**

Ce recensement est le fruit d'un travail commun entre la [Ligue des droits de l'Homme](#) (LDH) et le [European Roma Rights Centre](#) (ERRC). Sans avoir la prétention à l'exhaustivité de la situation étant donné le manque de données officielles disponibles, ce recensement voudrait cependant en être l'expression la plus objective possible.

## 2. Évolutions par rapport aux périodes précédentes

Les tableaux suivants détaillent les différents nombres recensés et leurs évolutions.

Cette analyse montre que le nombre de personnes évacuées durant l'année 2015 représente près des deux tiers des personnes recensées vivant dans des bidonvilles. Elle montre aussi qu'environ la moitié des personnes évacuées l'ont été durant le troisième trimestre. Durant l'année 2015, cette répartition s'est particulièrement concentrée sur les mois d'été.



	nbr d'évac. par les autorités	nombre d'incendies	nbr de lieux évacués	Solutions partielles de relogement	Evacués par les autorités	Evacués suite aux incendies ou autres	Nbr de personnes
1T2014	27	9	36	17	2904	524	3428
2T2014	38	2	40	18	3756	51	3807
3T2014	41	2	43	21	3693	74	3767
4T2014	32	4	36	15	3130	317	3447
<b>Grand Total</b>	<b>138</b>	<b>17</b>	<b>155</b>	<b>71</b>	<b>13483</b>	<b>966</b>	<b>14449</b>
1T2015	18	2	20	7	1966	110	2076
2T2015	25	0	25	6	2776	0	2776
3T2015	47	1	48	11	4972	100	5072
4T2015	21	2	23	5	1414	200	1614
<b>Grand Total</b>	<b>111</b>	<b>5</b>	<b>116</b>	<b>29</b>	<b>11128</b>	<b>410</b>	<b>11538</b>

Note : Ces estimations **n'incluent pas** les éloignements du territoire faisant suite à une décision administrative ni les rapatriements par charter de l'OFIL.

## 3. Répartition régionale

L'Ile-de-France, avec 62 % du total, est la région où le plus de personnes ont été évacuées par les autorités. Elle est suivie par les régions Rhône-Alpes (11 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (9 %), Pays-de-la-Loire (8 %), Aquitaine (4 %), Nord-Pas-de-Calais (3 %), Midi-Pyrénées (1 %).

Par rapport aux périodes précédentes, il faut noter que les Pays-de-la-Loire sont la troisième région d'expulsion alors que cette région était précédemment considérée comme plus respectueuse du droit. De même, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur réapparaît dans le classement pour cette période.

Ceci montre que les évacuations forcées ont eu lieu durant l'année 2015 sur l'ensemble du territoire, mais de manière plus concentrée sur les grandes métropoles et surtout en Ile-de-France.

#### 4. Analyse des évacuations par type de propriétaire

Le recensement indique aussi cette année si le propriétaire du terrain occupé est une personne publique (commune, département, administration, organisme parapublic, ou autre société de développement mixte) ou privée. 79 % des évacuations concernent des campements ou squats situés sur un terrain public, par rapport à 21 % qui sont situés sur des terrains privés. Or, selon le recensement du 15 décembre 2015 de la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal), 55 % des terrains occupés par un bidonville sont des propriétés publiques et 43 % privées. On devrait retrouver à peu près ces pourcentages pour les terrains évacués, ce qui n'est pas du tout le cas. En effet, les chances d'être évacué d'un terrain sont beaucoup plus grandes quand il est public. De plus, seuls 5 % des terrains publics évacués font l'objet d'un projet ou d'un aménagement en vue d'une construction ultérieure justifiant cette évacuation forcée.

#### 5. Harcèlements, rejets, mises en péril, menaces

La liste ci-dessous n'est pas exhaustive et ne donne que quelques exemples des faits de violence, des discours de haine ou d'autres discriminations durant l'année 2015.

On observe une exacerbation des tensions et un accroissement des actes violents, des discours de haine et des réactions de rejet vis-à-vis des Roms ou des personnes désignées comme telles. Elle reflète clairement une montée alarmante de l'antitsiganisme, pourtant déjà à un niveau très élevé en France.

Durant le premier trimestre :

- début janvier, le maire de Champlan a refusé d'inhumer un enfant rom dans le cimetière de la commune<sup>2</sup>.
- « *Le premier janvier, Francesca, un bébé rom âgé de deux mois, mourait dans les bras de sa mère, à la gare Lille-Flandres. La cause du décès n'a pas encore pu être établie. Mais au-delà de ça, ce qui gêne les défenseurs de la communauté rom, c'est la manière dont le nourrisson a perdu la vie : dans la rue.* »<sup>3</sup>
- Le 8 février un bidonville de Roms a été attaqué par des hommes armés, des policiers de la Bac, selon un témoignage publié par Mediapart.<sup>4</sup>
- La mairie de Limeil-Brevannes a lancé une pétition auprès de la population de la commune pour demander l'évacuation d'un bidonville installé près d'un nouveau quartier. La pétition est intitulée : « Pour que la Préfecture évacue le campement de Roms, je défends ma qualité de vie »<sup>5</sup>.
- Ce qui était distribué dans un tract (un parmi d'autres) lors des élections départementales démontre une montée de l'antitsiganisme : « *Insécurité, cambriolages, incivilités nuisent à la tranquillité des quartiers. Nous nous engageons à stopper l'extension*

<sup>2</sup> « Roms : le maire de Champlan est un récidiviste », Carine Fouteau et Ellen Salvi, article publié le mardi 6 janvier 2015, Mediapart.

<sup>3</sup> « Mort du bébé rom, début janvier à Lille : une pilule qui a encore du mal à passer », Clément Landouzy, *La Croix du Nord*, 8 janvier 2015.

<sup>4</sup> « Camp de Roms attaqué de nuit par des hommes armés : les policiers de la Bac tirent sur les victimes », Tieri Briet, Mediapart, 9 février 2015.

<sup>5</sup> « La maire de Limeil lance une pétition pour évacuer le bidonville de Roms », C. Dubois, 94.citoyens.com, 25 février.

*de la zone de sédentarisation des Gens du voyage rue Croix Léonardoux et aux alentours. Nous nous engageons à lutter contre la naissance de nouvelles zones de non-droit. »<sup>6</sup>*

Durant le deuxième trimestre :

- « *La Métropole a fait creuser une tranchée de deux mètres de profondeur et de largeur le long d'un campement de Roms sur la commune de Saint-Priest, dans la banlieue Est de Lyon* »<sup>7</sup>, créant de facto un véritable ghetto.
- « *Des syndicalistes des Transports de l'agglomération de Montpellier (Tam) ont décidé de "soulever la question des odeurs sur la ligne de bus numéro 9". Ils réclament des mesures discriminatoires par la mise en place d'une "navette spéciale". Ces propos font écho au comportement de certains conducteurs de bus qui refusent de marquer des arrêts ou de laisser monter certains enfants vivant en bidonville qui se rendent à l'école le matin.* »<sup>8</sup> Devant le tollé des réactions, l'initiative a été abandonnée.
- Selon une étude réalisée à l'université Paris 13, Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (Iris), « *le cas des "jeunes filles roumaines" – repérées et nommées ainsi par les professionnels de la justice des mineurs – est apparu comme un cas limite. Échappant aux schémas genrés qui président habituellement à la justice des mineurs, ces jeunes filles sont largement pénalisées et connaissent fréquemment la prison pour de simples vols. On peut avancer qu'elles subissent un traitement judiciaire d'exception, révélateur des discriminations multiples vécues par les Roms sur le territoire français.* »<sup>9</sup>
- À Haubourdin (59), la municipalité a versé du lisier sur le bidonville de Busignies pour chasser les Roms qui l'occupent.<sup>10</sup>
- A Sète (34), au bidonville de Mas Coulet, en avril 2015, « *la police de l'air et des frontières multiplie les contrôles des Roumains en situation irrégulière et distribue des OQTF (obligation de quitter le territoire français) à tour de bras* ». Paradoxalement, le Mas Coulet est aussi le lieu où est né dans une caravane Ricardo Baliardo (Manitas de Plata).<sup>11</sup>
- « *A la demande de la ville de Mouscron (Belgique), la commune de Watrelos va ériger un mur de deux mètres de haut pour séparer le village d'Herseaux Ballons (Belgique) d'une aire d'accueil pour les Gens du voyage aménagée sur le territoire français.* »<sup>12</sup> Il semblerait que les protagonistes aient retiré le projet après la vague de protestation générée.
- Des tensions avec les riverains apparaissent quand ils se réjouissent de l'évacuation du bidonville d'Argenteuil (95), le 4 mai 2015, ou quand ils bloquent l'accès des entrées de leurs communes à des caravanes évacuées à Saint-Herblain (44), le 29 avril 2015.

<sup>6</sup> Tract de l'UMP, l'UDI, le Mouvement démocrate et le Cnip, élections départementales du 22 et 29 mars 2015, Canton de Clermont-Ferrand 2, communiqué de la fédération départementale de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) du Puy-de-Dôme.

<sup>7</sup> « Roms : une tranchée de deux mètres de haut creusée le long d'un campement à Saint-Priest », 9 avril 2015, Rue89Lyon.fr.

<sup>8</sup> Communiqué de presse cosigné par : ATD Quart-Monde, La Cimade LR, Eglise protestante unie de Montpellier agglomération, Fondation Abbé Pierre, Ligue des droits de l'Homme, Médecins du Monde LR, Mrap, 10 avril 2015.

<sup>9</sup> « Aux frontières de l'Europe, les jungles », Les jeunes Roumaines sont des garçons comme les autres, Arthur Vuattoux, Article extrait du *Plein droit* n° 104, mars 2015.

<sup>10</sup> « Haubourdin : la municipalité déverse du lisier sur le campement de Roms de Busignies », *La Voix du Nord*, 16 avril 2015.

<sup>11</sup> « Mas Coulet, la chasse aux Roms est ouverte », *La Marseillaise*, Emmanuelle Stange, 23 avril 2015.

<sup>12</sup> « Un mur anti-Gens du voyage et Roms entre Watrelos et Mouscron », FR3 Nord-Pas-de-Calais, 16 mai 2015.

- Le Premier ministre continue à affirmer que « *la circulaire était appliquée pour qu'il y ait un diagnostic social avant le démantèlement de tout campement* » et que les démantèlements de camp doivent continuer<sup>13</sup>.
- Un enfant de 4 ans est décédé dans un incendie du camp du carrefour Pasteur à Lille, le 8 juin<sup>14</sup>.
- « *Une petite fille de 5 ans est morte dans l'incendie d'un camp rom à Carrières-sous-Poissy, dans les Yvelines* », le 7 juin 2015<sup>15</sup>.

Durant le troisième trimestre :

- « *Aline Archimbaud, sénatrice de Seine-Saint-Denis, tient à exprimer sa vive préoccupation devant la reprise des évacuations de campements roms en Seine-Saint-Denis.* »<sup>16</sup>
- Les enfants souffrent particulièrement des tribulations imposées par les expulsions en cascade subies par leur famille. « *Libération a suivi un enfant rom balloté de bidonvilles en hôtel. Sa famille va à nouveau être expulsée ce mardi.* »<sup>17</sup>
- « *Près de Grenoble, à Saint-Martin-d'Hères, une famille de Roms a été délogée suite à la mobilisation des riverains. Ils squattaient une maison privée, située avenue Romain-Rolland, qui était sur le point d'être vendue.* »<sup>18</sup>
- Le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme condamne spécifiquement l'expulsion qui est survenue le 27 août 2015, à La Courneuve : « *L'expulsion a été menée sans avertissement, alors que celui-ci est normalement de 24 heures minimum. Elle est survenue tôt dans l'après-midi alors que les habitants étaient absents. Des biens leur appartenant ainsi que certaines pièces d'identité auraient été détruits. Seul un petit nombre de familles se sont vues offrir un hébergement et pour trois nuits uniquement. De ce fait, la plupart de ces personnes sont devenues sans abri.* »<sup>19</sup>
- Des rejets de plus en plus décomplexés comme à Saint-Genis-les-Ollières (Rhône), le 25 septembre : « *Ce vendredi matin, dès 8 heures, habitants, industriels, artisans et commerçants ont organisé un blocage de l'accès du chemin de Chapoly. Ils ont ainsi signifié leur désapprobation au projet d'accueil de 160 Roms sur ce site.* »<sup>20</sup>
- Un maire a organisé une réunion le 28 septembre intitulée : « *Camps roms à Wissous : le point* » et dont le résultat se traduit par des tensions au sein de la salle : « *J'ai l'intention de demander des comptes à l'État* », annonce l'élu (Le Maire de Wissous). *Mais ce lundi soir, les comptes vont vite être réclamés aux bénévoles qui aident les Roms.* »<sup>21</sup> Les bénévoles qui étaient présents à la réunion ont été pris à partie par la salle.

<sup>13</sup> « Roms : Valls juge nécessaire de "démanteler" les campements », *Libération*, 18 mai 2015.

<sup>14</sup> « La Madeleine, incendie dans un camp rom : un enfant décédé », FR3 Nord Pas-de-Calais, 8 juin 2015.

<sup>15</sup> « Une enfant de cinq ans meurt dans l'incendie d'un camp rom », Marie Piquemal, *Libération*, 7 juin 2015.

<sup>16</sup> « Communiqué de presse, Aline Archimbaud, 20 juillet 2015, Pantin.

<sup>17</sup> « Je ne peux pas rester sans école, je dois apprendre », Marie Piquemal, *Libération*, 20 juillet 2015.

<sup>18</sup> « Des habitants se mobilisent pour déloger une famille rom d'un squat à Saint-Martin-d'Hères », FR3, 12 septembre 2015.

<sup>19</sup> « Zeid Ra'ad Al Hussein exhorte la France et la Bulgarie à arrêter les expulsions forcées de Roms », Centre d'actualités de l'ONU, Genève, 11 septembre 2015.

<sup>20</sup> « Saint-Genis-les-Ollières : la venue de 160 Roms entraîne un mouvement de contestation », *Le Progrès*, 25 septembre 2015.

<sup>21</sup> « A Wissous, les bidonvilles roms mettent le feu aux poudres », Marie D'Ornellas, *Le Parisien*, 29 septembre 2015.

Durant le quatrième trimestre :

- Dans un mouvement de rejet « *des identitaires lyonnais occupent un centre d'accueil destiné aux Roms, [...] ils ont été rejoints par Christophe Boudot, tête de liste FN Auvergne-Rhône-Alpes aux régionales* »<sup>22</sup>.
- Jusqu'où aller pour scolariser son enfant ? A Saint-Ouen-l'Aumône, une famille rom a dû se présenter devant le tribunal administratif pour essayer de scolariser leurs enfants et faire valoir leurs droits. Le maire de la commune est l'ancien ministre socialiste Alain Richard.<sup>23</sup>
- Les familles roms qui campent devant la mairie de La Courneuve après leur expulsion du bidonville dit du Samaritain organisent un dîner en l'honneur des victimes des attentats du 13 novembre. « *Deux hommes et un adolescent de la communauté ont été blessés lors des attentats suicides au stade de France.* »<sup>24</sup>
- Dans une commune des environs de Lyon, le maire organise le rejet d'un village d'insertion pour les Roms, village dont l'implantation est pilotée par la préfecture. Il va jusqu'à menacer de ne pas organiser dans sa commune les élections régionales du 6 et 13 décembre. « *Dans cette commune de 4 800 habitants de la métropole lyonnaise, le maire menace de boycotter le scrutin des dimanches 6 et 13 décembre. Motif de sa décision ? Un village d'insertion de familles roms que la préfecture prévoit de construire.* »<sup>25</sup>

---

<sup>22</sup> « Des identitaires lyonnais occupent un futur centre d'accueil destiné aux Roms », Mediapart, 24 octobre 2015.

<sup>23</sup> « Une famille rom au tribunal : "Notre enfant a le droit d'être scolarisé" », Michaël Hajdenberg, Mediapart 17 novembre 2015.

<sup>24</sup> « La Courneuve : un dîner pour les victimes des attentats », *Le Parisien*, 17 novembre 2015.

<sup>25</sup> « Régionales 2015 : un maire du Rhône veut boycotter les élections », Catherine Lagrange, *Le Point*, 1<sup>er</sup> décembre 2015.

## 6. Résultats détaillés pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2015

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2015)																			
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre Nbr total de personnes évacuées	Expulsés pour cause					Sol. de relog. (1 = partielle)	Motif			Propriétaire du terrain		Source/Réaction	
							Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres	nbr	Arreté Préfet / Maire / 48h flagrance		jugement TGI ou TA	seuls sous pression	Public	projet sur le terrain (1=oui)	Privé		
110 rue de la Basse Ile	Rezé	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	14-janv.	1T2015	15	15	1						1				1	Ouest France 14 janvier
Allée des Acacias	Mérignac	Gironde	Aquitaine	22-janv.	1T2015	140	140	1						1				1	Sudouest 26 janvier
Bois de la Grange	Noisiel	Seine-et-Marne	Ile-de-France	27-janv.	1T2015	60	60	1			1	1					1	Le Parisien 27 janvier	
Avenue Forestière	Noisiel	Seine-et-Marne	Ile-de-France	27-janv.	1T2015	60	60	1			1	1					1	Le Parisien 27 janvier	
Parcelles Champs	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	27-janv.	1T2015	280	280	1				1					1	Col Val Maubuée	
Proximité Crématorium	Cannes	Alpes Maritimes	PACA	27-janv.	1T2015	10	10	1				1					1	Nicematin 27 janvier	
locaux de la Semam	Chelles	Seine-et-Marne	Ile-de-France	27-janv.	1T2015	80			80	1							1	La Marne 4 février	
Route de St Gilles	Caissargues	Gard	Languedoc-Roussillon	29-janv.	1T2015	40	40	1			1						1	France Bleu 29 janvier	
Parc d'activités	Mareuil-Meaux	Seine-et-Marne	Ile-de-France	12-févr.	1T2015	50	50	1			1						1	La Marne 12 février	
Petit camp le long du rail	Bobigny	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	17-févr.	1T2015	20	20	1									1	Plateforme 93	
Route de Malnoue	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	18-févr.	1T2015	20	20	1			1	1					1	Col Val Maubuée	
125 rue Jean-Durand	Stains	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	24-févr.	1T2015	195	185	1			1	1					1	FR3 24 février	
Zone A1-Est	Seclin	Nord	Nord-Pas-de-Calais	24-févr.	1T2015	180	160	1				1					1	La Voix du Nord 24 fév.	
entrées	Ris-Orangis	Essonne	Ile-de-France	27-févr.	1T2015	30			30	1							1	Le Parisien 27 février	
18 route de la Courmeuve	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	3-mars	1T2015	300	300	1			1						1	ERRC Romeurope	
Camp du Bout du Monde	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	3-mars	1T2015	150	150	1				1					1	Col Val Maubuée	
Camp de Couteaux	Roubax	Nord	Nord-Pas-de-Calais	3-mars	1T2015	16	16	1			1			1			1	Nord Eclair 4 mars	
Viaduc du Croult	Goussainville	Val-d'Oise	Ile-de-France	30-mars	2T2015	300	300	1			1						1	Le Parisien 7 avril	
Ch. Du Hameau du Cornillon	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	30-mars	1T2015	200	200	1				1					1	ERRC 2 avril	
22 rue Félix-Nadar	Mérignac	Gironde	Aquitaine	31-mars	1T2015	140	140	1				1					1	Sudouest 31 mars	
Parcelles AN13	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	31-mars	1T2015	120	120	1				1					1	Col Val Maubuée	
<b>1er trimestre 2015</b>						<b>2376</b>	<b>2266</b>	<b>19</b>	<b>110</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>14</b>	<b>1</b>	<b>5</b>		

## 7. Résultats détaillés pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2015

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2015)																		
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre Nbr total de personnes évacuées	Expulsés pour cause					Sol. de relog. (1 = partielle)	Motif			Propriétaire du terrain		Source/Réaction
							Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres	nbr	Arreté Préfet / Maire / 48h flagrance		jugement TGI ou TA	seuls sous pression	Public	projet sur le terrain (1=oui)	Privé	
Bois de la Grange	Noisiel	Seine-et-Marne	Ile-de-France	01-avr	2T2015	150	150	1				1					1	Col Val Maubuée
Grand Littoral rd point Dr Maria	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	02-avr	2T2015	80	80	1									1	Renc Tsiganes 24 nov
Bvd Barnier	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	02-avr	2T2015	30	30	1									1	Renc Tsiganes 24 nov
Rd Point de la fontaine Fraiche	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	02-avr	2T2015	30	30	1									1	Renc Tsiganes 24 nov
Cours d'Herbouville	Lyon	Rhône	Rhône-Alpes	10-avr.	2T2015	60	60	1				1					1	Rue89 Lyon 10 avril
Collège Chantereine	Sarcelles	Val-d'Oise	Ile-de-France	13-avr	2T2015	214	214	1			1	1					1	Le Parisien 13 avril
Bvd Yves Farqes	Gerland	Rhône	Rhône-Alpes	14-avr.	2T2015	50	50	1				1					1	Le Progrès 16 avril
Route de la Malnoue	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	15-avr.	2T2015	150	150	1			1						1	Col Val Maubuée
Av Franklin Roosevelt	Bron	Rhône	Rhône-Alpes	16-avr.	2T2015	200	200	1				1					1	Rue89 Lyon 16 avril
Tougas	Saint-Herblain	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	29-avr	2T2015	360	360	1			1	1					1	FR3 29 avril
Petite Forêt	Strasbourg	Bas-Rhin	Alsace	29-avr	2T2015	20	20	1			1	1					1	Mediapart 29 avril
JJ Bosc	Bègles	Gironde	Aquitaine	29-avr	2T2015	5	5	1			1	1					1	Sudouest 2 mai
rues Ferdinand Berthoud	Argenteuil	Val-d'Oise	Ile-de-France	04-mai	2T2015	200	200	1				1					1	Le Parisien 4 mai
Société Progal	Pringy	Seine-et-Marne	Ile-de-France	06-mai	2T2015	62	62	1			1	1					1	La République 13 mai
Quartier Chafit	Valence	Drome	Rhône-Alpes	27-mai	2T2015	10	10	1				1					1	Le Dauphiné 27 mai
Chemin Napoléon	Hellennes	Nord	Nord-Pas-de-Calais	03-juin	2T2015	90	90	1			1						1	Nord Eclair 3 juin
Petite Forêt	Strasbourg	Bas-Rhin	Alsace	01-juin	2T2015	50	50	1			1	1					1	Rue89 Strasbourg 11 juin
Les tennes durables	Limell-Brévannes	Val-de-Marne	Ile-de-France	09-juin	2T2015	150	150	1				1					1	Le Parisien 9 juin
rue Ambroise Croizat	Villejuif	Val-de-Marne	Ile-de-France	10-juin	2T2015	10	10	1			1	1					1	N. Gandaïs 10 juin
Champs AN16	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	16-juin	2T2015	120	120	1				1					1	Col Val Maubuée
Champs AN17	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	16-juin	2T2015	35	35	1			1	1					1	Col Val Maubuée
Champs AM332	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	17-juin	2T2015	150	150	1			1	1					1	Col Val Maubuée
Quartier du Port	Ivry-sur-Seine	Val-de-Marne	Ile-de-France	25-juin	2T2015	200	200	1				1					1	Le Parisien 25 juin
Route d'Italie	Nantes	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	30-juin	2T2015	50	50	1				1					1	Romeurope Nantes
<b>2ème trimestre 2015</b>						<b>2476</b>	<b>2476</b>	<b>24</b>			<b>6</b>	<b>9</b>	<b>15</b>		<b>21</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	

### Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2015)

Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre Nbr total de personnes évacuées	Expulsés pour cause			Sol. de relog. (1 = partielle)	Arrêté Préfet / Maire / 48h flagrance	Motif TGI ou TA	seuls sous pression	Propriétaire du terrain		Source/Réaction	
							Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres					Public	projet sur le terrain (1=oui)		Privé
20 rue Alexis-Capelle	Bègles	Gironde	Aquitaine	1-juil.	3T2015	10	10	1		1						Sudouest 1 juillet	
Bois de Lognes	Lognes	Seine-et-Marne	Ile-de-France	2-juil.	3T2015	50	50	1		1						Col Val Maubuee	
Stade des cheminots	Le Havre	Seine-Maritime	Haute-Normandie	3-juil.	3T2015	55	55	1		1						Normandie actu 3 juillet	
Caserne Belle-de-Mai	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	3-juil.	3T2015	172	172	1		1						Renc. Tsiganes 4 juillet	
Trois Pigeons	Aix-en-Provence	Bouches-du-Rhône	PACA	3-juil.	3T2015	150	150	1			1					Col Aix 23 juillet	
Les Flaneurs	Aix-en-Provence	Bouches-du-Rhône	PACA	3-juil.	3T2015	80	80	1			1					Col Aix 23 juillet	
Plombières	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	4-juil.	3T2015	20	20	1				1				La Provence 4 juillet	
Rue Jacquard	Merignac	Gironde	Aquitaine	6-juil.	3T2015	50	50	1			1					MDM 25 aout	
Haluchère	Nantes	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	7-juil.	3T2015	360	360	1			1					Presse Océan 8 juillet	
Rue de Fromont	Ris-Orangis	Essonne	Ile-de-France	7-juil.	3T2015	53	53	1			1					Le Parisien 7 juillet	
27 av Victor Hugo	Aubervilliers	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	8-juil.	3T2015	50	50	1			1					1 Sec. Cath. 8 juillet	
La Trentaine	Chelles	Seine-et-Marne	Ile-de-France	8-juil.	3T2015	500	500	1			1					1 Le Parisien 8 juillet	
Rue Javary	Lille	Nord	Nord-Pas-de-Calais	9-juil.	3T2015	17	17	1			1					La Voix du Nord 9 juillet	
Rue Trulliot	Ivry-sur-Seine	Val-de-Marne	Ile-de-France	9-juil.	3T2015	300	300	1			1					L'Humanité 9 juillet	
125 rue de Corbell	St-Germain-lès-Arpaj	Essonne	Ile-de-France	9-juil.	3T2015	10	10	1			1					1 Le Republicain 16 juillet	
Rue Isaac-Holden	Croix	Nord	Nord-Pas-de-Calais	10-juil.	3T2015	19	19	1								Nord Eclair 10 juillet	
Terrain ERDF	Bezons	Val-d'Oise	Ile-de-France	13-juil.	3T2015	15	15	1								Le Parisien 27 aout	
Rue des Erables	Argenteuil	Val-d'Oise	Ile-de-France	17-juil.	3T2015	150	150	1			1					Le Parisien 17 juillet	
avenue de Stalingrad	L'Hai-les-Roses	Val-de-Marne	Ile-de-France	19-juil.	3T2015	30	30	1			1					Le Parisien 19 juillet	
La Folie	Bobigny	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	21-juil.	3T2015	200	200	1			1					1 Le Monde 21 juillet	
Av des Erables	Villiers-le-Bel	Val-d'Oise	Ile-de-France	22-juil.	3T2015	300	300	1			1					1 Le Parisien 22 juillet	
La Prairie	Annecy	Haute-Savoie	Rhône-Alpes	22-juil.	3T2015	40	40	1			1					Librinfo74 22 juillet	
Rue du Fief-Cordelier	Bonneuil-sur-Marne	Val-de-Marne	Ile-de-France	23-juil.	3T2015	40	40	1			1					Le Parisien 23 juillet	
Rue Moulin-Bateau	Bonneuil-sur-Marne	Val-de-Marne	Ile-de-France	23-juil.	3T2015	100	100	1			1					Romeurope 94	
Rue de Clichy	Saint-Ouen	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	24-juil.	3T2015	50	50	1			1					AFP 24 juillet	
Bvd National	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	24-juil.	3T2015	21	21	1			1					La Marseillaise 24 juillet	
Rue Goldfart	Valence	Drome	Rhône-Alpes	27-juil.	3T2015	80	80	1			1					FR3 29 juillet	
rue de la Houbionnière	Metz	Moselle	Lorraine	28-juil.	3T2015	27	27	1								FR3 27 juillet	
Quai Jules Guesdes	Vitry-sur-Seine	Val-de-Marne	Ile-de-France	28-juil.	3T2015	100	100	1			1					Le Parisien 28 juillet	
Esmonin	Grenoble	Isère	Rhône-Alpes	29-juil.	3T2015	400	400	1			1					Le dauphine 29 juillet	
rue de Rivoli	Fives	Nord	Nord-Pas-de-Calais	6-août	3T2015	5	5	1			1					Nord Eclair 6 aout	
le long N19	Bonneuil-sur-Marne	Val-de-Marne	Ile-de-France	6-août	3T2015	300	300	1			1					Le Parisien 6 aout	
Rue Hipparque	Merignac	Gironde	Aquitaine	13-août	3T2015	50	50	1			1					1 MDM 25 aout	
51 rue Stalingrad	Grenoble	Isère	Rhône-Alpes	13-août	3T2015	8	8	1			1					Le Dauphine 8 aout	
Cap Pinède	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	13-août	3T2015	40	40	1			1					La Provence 13 aout	
Rue Jacquard	Vaulx-en-Val	Rhône	Rhône-Alpes	15-août	3T2015	100			100	1						Le Progrès 16 aout	
St Marcel Bvd de la cartonnerie	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	21-août	3T2015	60	60	1			1					Renc Tsiganes 24 nov	
Av Merlan à la Rose	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	21-août	3T2015	30	30	1			1					1 Renc Tsiganes 24 nov	
15 av de Roquefavour	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	21-août	3T2015	50	50	1			1					Renc Tsiganes 24 nov	
A55 Fossé	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	21-août	3T2015	30	30	1			1					Renc Tsiganes 24 nov	
Neuville Université	Neuville-sur-Oise	Val-d'Oise	Ile-de-France	21-août	3T2015	35	35	1			1					ASAV 26 aout	
Ruelle du Pavillon	Deuil-la-Barre	Val-d'Oise	Ile-de-France	25-août	3T2015	60	60	1			1					1 Le Parisien 28 aout	
Rue Pascal	La Courneuve	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	27-août	3T2015	300	300	1			1					CP MDM FAB 27 aout	
252 Av des Grésillons	Asnières-sur-Seine	Hauts-de-Seine	Ile-de-France	9-sept.	3T2015	300	300	1			1					Le Parisien 9 septembre	
Av Romain-Rolland	Saint-Martin-d'Hères	Isère	Rhône-Alpes	11-sept.	3T2015	10	10	1			1					1 FR3 12 septembre	
Ile du Ramier	Toulouse	Haute-Garonne	Midi-Pyrénées	24-sept.	3T2015	150	150	1			1					FR3 24 septembre	
Quai Châtelier	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	26-sept.	3T2015	60	60	1			1					Le Parisien 26 sep	
Champs AD49 et AN6	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	30-sept.	3T2015	35	35	1			1					Col Val Maubuee	
<b>3ème trimestre 2015</b>						<b>5072</b>	<b>4972</b>	<b>47</b>	<b>100</b>	<b>1</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>36</b>	<b>2</b>	<b>37</b>	<b>1</b>	<b>10</b>

## 8. Résultats détaillés pour le 3<sup>e</sup> trimestre 2015

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2015)																	
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre Nbr total de personnes évacuées	Expulsés pour cause					Motif jugement TGI ou TA	Propriétaire du terrain			Source/Réaction	
							Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres	nbr	Sol. de relog. (1 = partielle)		Arreté Préfet / Maire / 48h flagrance	seuls sous pression	Public		projet sur le terrain (1=oui)
Rue Léon Geffroy	Vitry-sur-Seine	Val-de-Marne	Ile-de-France	2-oct.	4T2015	200	200	1			1	1	1	1		94.citoyens 2 octobre	
Rue Flaubert	Grenoble	Isère	Rhône-Alpes	7-oct.	4T2015	81	81	1			1				1	Le Daphiné 7 octobre	
Rue Chateaubriand	Tourcoing	Nord	Nord-Pas-de-Calais	13-oct.	4T2015	80	80	1			1			1		Nord Eclair 13 octobre	
La Souillarderie	Nantes	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	14-oct.	4T2015	7	7	1			1			1		Col Romeurope 14 oct	
Rue Isoard	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	19-oct.	4T2015	15	15	1			1			1		Reuc. Tsiganes 24 nov	
4 rue des Champs st martin	Angers	Maine-et-Loire	Pays de la Loire	20-oct.	4T2015	15	15	1			1			1		Courrier de l'Ouest 20 oct	
130 av Challemel-Lacour	Lyon	Rhône	Rhône-Alpes	26-oct.	4T2015	36	36	1			1				1	Le Progrès 26 octobre	
Quai de la Gabelle	Arles	Bouches-du-Rhône	PACA	26-oct.	4T2015	60	60	1		1	1				1	La Provence 27 octobre	
166 bvd François Mauriac	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	28-oct.	4T2015	90	90	1			1				1	Reuc. Tsiganes 24 nov	
364 av de St Antoine	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	29-oct.	4T2015	30	30	1			1			1		Reuc. Tsiganes 24 nov	
rue des 120 Toises	Echirolles	Isère	Rhône-Alpes	29-oct.	4T2015	130	130	1		1	1			1		CP ville Echirolles 29 oct	
A1 et rond point Lindberg	Bourget	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	29-oct.	4T2015	100	100	1			1			1		Le Parisien 29 oct	
Noisiel AD56	Noisiel	Seine-et-Marne	Ile-de-France	3-nov.	4T2015	25	25	1			1			1		Col Val Maubée	
terrain vague	Mérignac	Gironde	Aquitaine	3-nov.	4T2015	100	100	1			1			1		FR3 3 novembre	
Route D14	Saint-Ouen-l'Aumône	Val-d'Oise	Ile-de-France	3-nov.	4T2015	50	50	1			1			1		Acina 16 nov	
Porte de la Chapelle	Paris	Paris	Ile-de-France	5-nov.	4T2015	100										Le Parisien 5 nov	
rond-point Porte de la Chapelle	Nantes	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	15-nov.	4T2015	50	50	1	100	1			1			Breizh info 23 nov	
12bis rue du Dr Emile Roux	Clichy	Hauts-de-Seine	Ile-de-France	2-déc.	4T2015	10	10	1			1			1		Le Parisien 2 déc	
Squat	Ballainvilliers	Essonne	Ile-de-France	11-déc.	4T2015	30	30	1							1	Romeurope 15 déc	
114 quai de Bezons	Argenteuil	Val-d'Oise	Ile-de-France	14-déc.	4T2015	200	200	1			1			1		ASAV 16 déc	
Champs AN006	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	15-déc.	4T2015	25	25	1			1			1		Col Val Maubée	
La Feyssine	Villeurbane	Rhône	Rhône-Alpes	23-déc.	4T2015	80	80	1		1	1			1		AFP 23 décembre	
Rue Flaubert	Grenoble	Isère	Rhône-Alpes	29-déc.	4T2015	100			100	1	1					France3 29 novembre	
<b>4ème trimestre 2015</b>						<b>1614</b>	<b>1414</b>	<b>21</b>	<b>200</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>15</b>	<b>1</b>	<b>16</b>	<b>2</b>	<b>5</b>

## 9. Résultats détaillés pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2015

## Annexe 1

### 1. Description des données prises en compte dans l'étude

L'étude a recensé la dénomination du lieu de vie, la commune, le nombre de personnes expulsées, les causes de l'évacuation forcée, les propositions de relogement, les bases légales de l'évacuation (procédure d'expulsion initiée par le propriétaire du lieu de vie ou arrêté pris par le maire ou le préfet) ainsi que les sources de l'information dans chacun des cas.

Chaque évacuation est caractérisée de la manière la plus complète et seules les informations vérifiables obtenues de sources fiables, mentionnées ci-dessous, sont comptabilisées.

### 2. Définitions

Le vocabulaire doit être précisé : un terrain est évacué et une personne expulsée. En droit, on parle d'évacuation d'un terrain, d'un bâtiment lorsque la mesure vise le lieu, et d'expulsion lorsque la mesure vise la ou les personnes. D'autre part, le terme « lieu de vie » désigne l'endroit où vivent les personnes, cet endroit pouvant être un bidonville, un squat, un hangar désaffecté... ou une caravane en état ou non de marche. La dénomination du lieu de vie est celle de l'endroit mentionné dans la source, par exemple « le Hanul ». L'adresse est évidemment notée quand c'est possible.

La commune est celle sur laquelle le lieu de vie existe. Les cas sont fréquents où le lieu de vie chevauche plusieurs communes, par exemple Noisy-le-Grand/Bry-sur-Marne. Ces cas prêtent souvent à confusion : plusieurs rapports d'apparence différente concernent en fait le même lieu de vie. Une attention particulière a été portée à ce point afin de garantir l'information.

La date est celle du jour où a eu lieu l'évacuation forcée.

Le nombre de personnes est celui mentionné dans la source.

L'expulsion forcée peut résulter d'un arrêté d'expulsion pour occupation illégale ou insalubrité du lieu de vie, ou d'un accident (incendie). Plusieurs causes peuvent se cumuler. Par exemple, à Massy (Essonne) en 2010, il y eut : distributions d'OQTF, incendie, arrêté d'expulsion, enfermement, retours ARH et retours forcés, et destruction de ce qui restait du lieu de vie par les autorités communales.

Quand des propositions de relogements sont mentionnées dans la source, elles figurent au tableau. Elles sont généralement partielles, car, dans la majorité des cas, elles séparent les familles et sont destinées uniquement aux femmes accompagnées d'enfants en bas âge dans un hébergement d'urgence pour quelques jours. Pour cette raison, elles sont très souvent refusées par les personnes concernées.

L'origine des décisions justifiant les évacuations est comptabilisée. Elles peuvent être prises par un Tribunal (d'instance, de grande instance, administratif, une cour d'appel), ou suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par une Mairie ou un Préfet. Le nombre de départ ne faisant pas suite à l'usage de la force est aussi recensé. Ces départs font généralement suite à un harcèlement et des menaces policières.

Le propriétaire peut être soit public, soit privé. La catégorie « Public » inclut les communes, départements, administrations territoriales ou nationales ainsi que tout organisme dépendant d'une manière ou d'une autre de l'autorité de l'État (Réseau Ferré de France par exemple). La catégorie « Privé » inclut une personne morale ou physique privée.

La source est l'origine de l'information. Le même événement peut être décrit dans plusieurs sources. Chaque source est référencée. Seules les plus fiables et les plus précises ont été retenues : articles de presse et média, communiqués de presse, témoignages directs diffusés ou transmis par une ONG.